



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
PUBLICS

TRANSPARENCE
ÉQUITÉ
SAINE CONCURRENCE

COMMENT DEMANDER UNE AUTORISATION DE CONTRACTER

Guide d'accompagnement

Contenu de ce guide

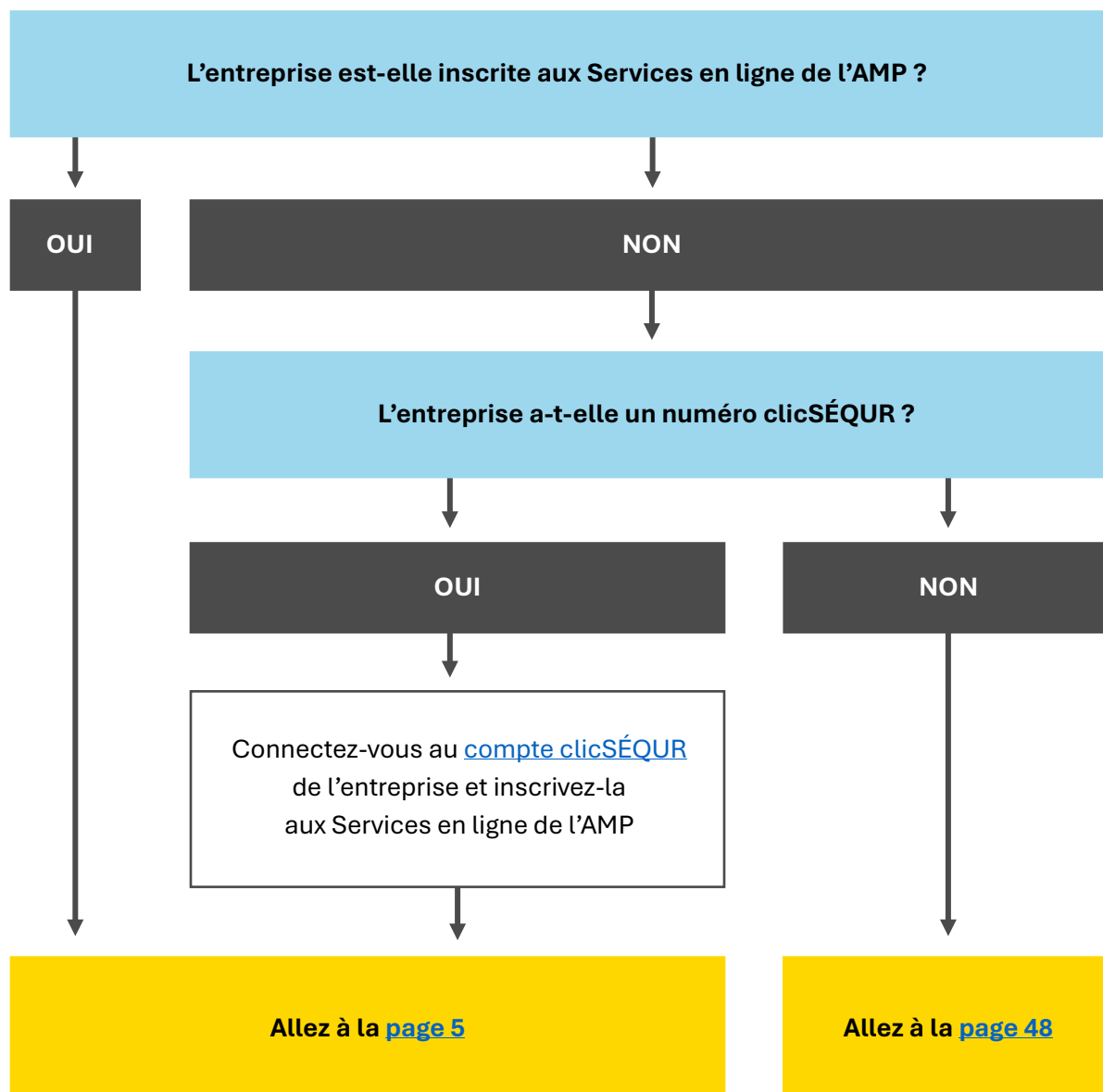
Informations importantes.....	3
Par où commencer ?	4
Entreprises inscrites aux Services en ligne de l'AMP	5
1. Faire les mises à jour préalables	6
2. Préparer les documents requis	7
3. Remplir le formulaire de demande	10
3.1 Identification	10
3.2 Renseignements supplémentaires	12
3.3 Identification de la personne répondante	13
3.4 Déclaration.....	14
3.5 Pièces justificatives à fournir.....	16
3.6 Paiement	18
3.7 Transmission	19
3.8 Confirmation	19
4. Déterminer les liens d'affaires à déclarer.....	20
4.1 Types de liens d'affaires	20
4.2 Liens d'affaires à déclarer selon la forme juridique	22
4.3 Niveaux des liens d'affaires	25
5. Déclarer les liens d'affaires	26
5.1 Identification des liens d'affaires.....	26
5.2 Sommaire des liens d'affaires	43
5.3 Transmission	43
5.4 Confirmation	44
6. Payer les droits liés aux vérifications d'intégrité	45
7. Suivre votre demande	46
Entreprises n'ayant pas accès aux Services en ligne de l'AMP	48
1. Faire les mises à jour préalables	49
2. Préparer les documents requis	50
3. Remplir et transmettre le formulaire de demande.....	53

Informations importantes

- ▶ La demande d'autorisation doit être remplie et soumise par la personne répondante de l'entreprise. Si elle est dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, elle peut, en signant une procuration, autoriser une autre personne à communiquer avec l'AMP dans le cadre de cette demande.
- ▶ Les frais ne sont pas remboursables et doivent avoir été payés pour que votre demande passe en traitement¹.
- ▶ Assurez-vous que les noms des individus et des entreprises sont écrits de la même façon partout (lien d'affaires, formulaire de déclaration, pièce d'identité, etc.).
- ▶ Lorsque vous joignez des documents à votre demande :
 - La taille de chaque fichier ne doit pas dépasser 35 Mo.
 - Les formats de fichiers acceptés sont .pdf, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .jpeg et .jpg.
 - Il ne doit pas y avoir de caractères spéciaux dans le nom de vos fichiers.
- ▶ Dans les Services en ligne, « la demanderesse » désigne l'entreprise qui demande une autorisation.
- ▶ Il est préférable d'utiliser un ordinateur plutôt qu'un appareil mobile et de privilégier les navigateurs Chrome et Edge.
- ▶ N'activez pas la fonction de traduction automatique (ex. : Google Translate), car les termes utilisés risquent d'être différents de ceux du présent guide. Changez plutôt la langue en cliquant sur **En** ou **Fr** dans le haut du site Web.

¹ www.amp.quebec/droits-frais-et-tarifs-exigibles

Par où commencer ?



Entreprises inscrites aux Services en ligne de l'AMP

1. Faire les mises à jour préalables

Avant de commencer, assurez-vous que le dossier de votre entreprise est à jour :

- ▶ Au [Registre des entreprises du Québec](#)².
- ▶ Auprès de Revenu Québec, en allant chercher l'[Attestation de Revenu Québec](#)³ de l'entreprise, nécessaire pour demander une autorisation de contracter. L'Attestation doit avoir été délivrée dans les 30 jours précédant le dépôt de votre demande.
- ▶ À la [Régie du bâtiment du Québec](#)⁴ (si l'entreprise détient une licence RBQ).
- ▶ Sur le site Web de l'entreprise, si elle en a un. Assurez-vous que les informations qu'il contient sont à jour, en particulier les coordonnées et les personnes liées à l'entreprise (conseil d'administration, dirigeants, actionnaires, associés, etc.).

² www.quebec.ca/entreprises-et-travailleurs-autonomes/acceder-dossiers-entreprise/mon-bureau-registraire-entreprises/acceder

³ www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/mesures-particulieres/attestation-de-revenu-quebec/

⁴ www.rbq.gouv.qc.ca/services-en-ligne/licence/mettre-a-jour-mon-dossier-de-licence/

2. Préparer les documents requis

Avant de faire votre demande, assurez-vous d'avoir en main les documents qui suivent :

► **Attestation fiscale**

Une Attestation de Revenu Québec délivrée dans les 30 jours précédant la date de dépôt de votre demande d'autorisation.

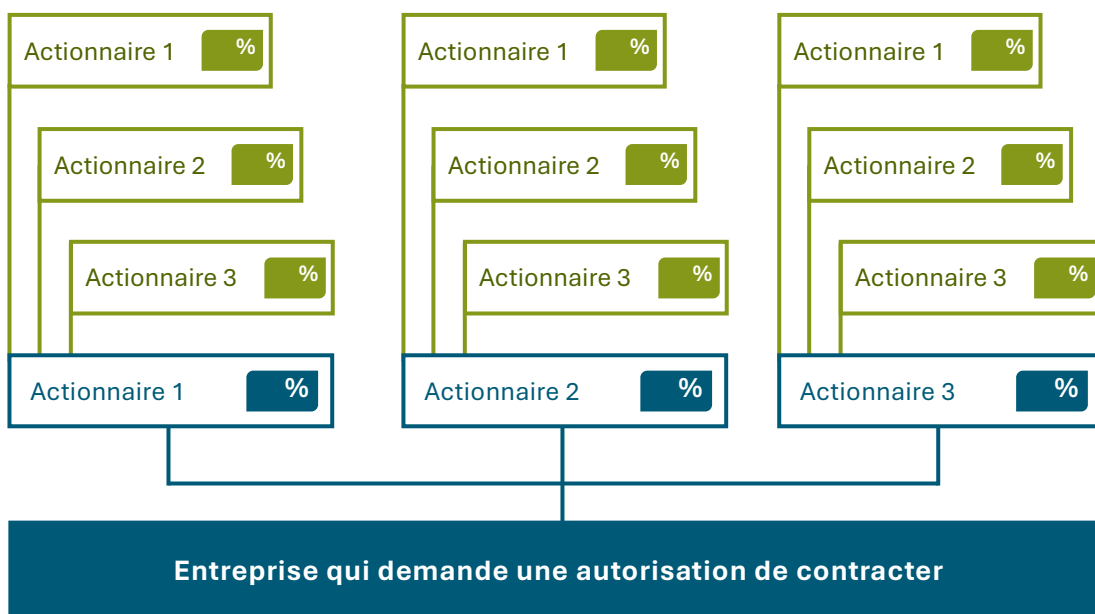
► **Mesures de gouvernance**

S'il en existe au sein de l'entreprise, les mesures de gouvernance et de contrôle : code d'éthique, code de conduite, comité de gouvernance, comité d'audit, programme de formation au sujet de la gouvernance et de l'éthique, politiques internes traitant de remboursement des dépenses, de conflit d'intérêts, de processus d'acquisition, de délégation des pouvoirs, etc.

► **Organigramme**

Un organigramme indiquant la structure de l'entreprise et comprenant, s'il y a lieu, le nom de ses filiales, le nom de sa société mère et le nom des filiales de cette société. L'organigramme doit aussi indiquer les liens entre ces entreprises ou individus et le pourcentage (%) d'actions avec droit de vote qu'elles détiennent.

Exemple d'organigramme

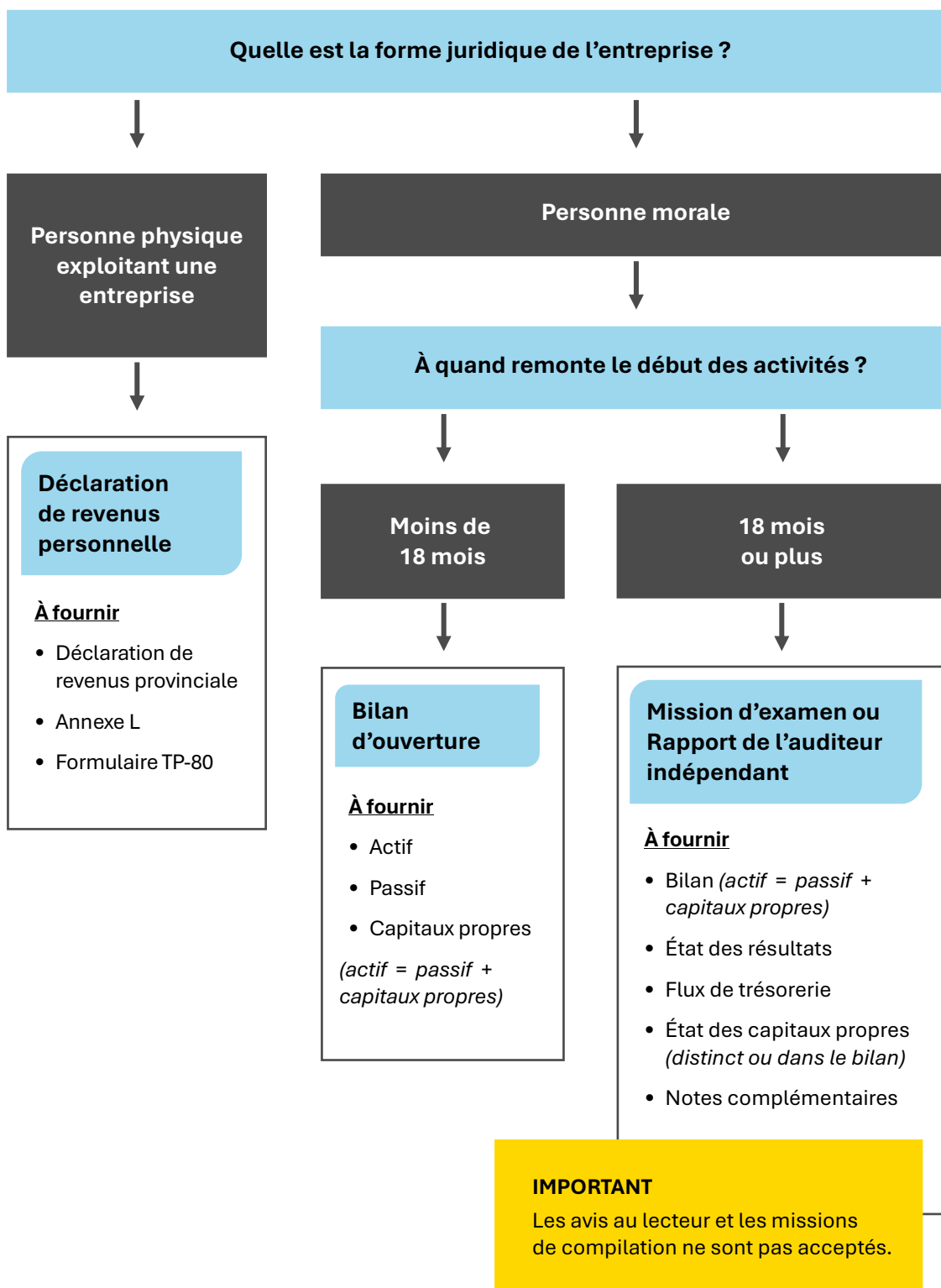


IMPORTANT

Les pourcentages doivent totaliser 100 %.

► **États financiers du dernier exercice financier**

Le schéma ci-dessous indique ce que vous devez fournir :



Si l'entreprise est une société par actions (inc.) :

► Registre des actionnaires et Registre des valeurs mobilières

Si l'entreprise est une société par actions (inc.), vous devez fournir deux volets du registre des procès-verbaux de l'entreprise (« livre des minutes ») : le *Registre des actionnaires* et le *Registre des valeurs mobilières*. Combinez-les en un seul fichier.

Si le siège social de l'entreprise n'est pas situé au Québec :

► Plumitif criminel ou pénal

ou

► Déclaration de bonne conduite

Une lettre signée par la personne répondante, ou par un dirigeant ou une dirigeante de l'entreprise, et mentionnant ceci :

*Nous confirmons que l'entreprise XYZ **n'a pas**, au cours des cinq dernières années :*

- *Été poursuivie ou déclarée coupable de toute infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires (au Canada ou à l'étranger).*
- *Été actionnaire ou associée d'une autre entreprise, ou n'a pas eu, directement ou indirectement, le contrôle juridique ou de facto d'une autre entreprise ayant été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe 1 de la Loi sur les contrats des organismes publics.*

3. Remplir le formulaire de demande

Le formulaire de demande d'autorisation comprend huit étapes. Les pages qui suivent vous guideront pour les remplir selon la nature de votre entreprise. Celle-ci est désignée par « la demanderesse » dans les Services en ligne.

3.1 Identification

- ▶ À la page d'accueil des Services en ligne, sélectionnez **Contrats publics**, puis **Autorisation**.

Accueil	Dossier client ▾	Contrats publics ▾	Autres demandes ▾
		Autorisation	
Bienvenue aux serv		Mise à jour annuelle	

- ▶ Vérifiez les informations qui s'affichent à l'écran.

Information d'identification		?
Information du client		
N° client	000000000	
Nom de l'entreprise	ABCD INC.	
Adresse de correspondance		
N° d'immeuble / Case postale	123	Bureau / App. / Unité
Rue / Installation de livraison	RUE DE LA TRANSPARENCE	
Municipalité	VAL-INTÉGRITÉ	Province / État
Pays	CANADA	Code postal / Zip code
		AOA OAO
2	Retour au menu	Réinitialiser
		1 Suivant >>>

Si tout est exact :

- ▶ Cliquez sur **Suivant** (1).

Si certaines informations ne sont pas exactes :

- ▶ Cliquez sur **Retour au menu** (2).
- ▶ Sélectionnez **Dossier client**, puis **Coordonnées entreprise** et **Consultation/Mise à jour**.

Accueil	Dossier client ▾	Contrats publics ▾	Autres demandes ▾
	Accéder en tant que client		
	Communications sécurisées		
Bienv	Coordonnées entreprise ▾	Consultation/Mise à jour	
l'Auto			

- Les coordonnées de l'entreprise s'affichent. Faites les corrections requises, puis cliquez sur **Transmettre** pour revenir à l'accueil.

Adresse du siège social	
N° d'immeuble / Case postale	123 Bureau / App. / Unité
Rue / Installation de livraison RUE DE LA TRANSPARENCE	
Municipalité	VAL-INTÉGRITÉ Province / État QC
Pays	CANADA Code postal / Zip code A0A 0A0
Obtenir une adresse	
Adresse de correspondance	
☒ Même que principale	
N° d'immeuble / Case postale	Bureau / App. / Unité
Rue / Installation de livraison	
Municipalité	Province / État
Pays	Code postal / Zip code
Références téléphoniques	
Téléphone principal	418 000-0000 
Autre téléphone	
Télécopieur	
Date d'entrée en vigueur du changement	
* En vigueur le	
Retour au menu	Précédent Transmettre

- Sélectionnez **Contrats publics**, puis **Autorisation** pour retourner au formulaire.

Accueil	Dossier client	Contrats publics	Autres demandes
		Autorisation	
Bienvenue aux serv		Mise à jour annuelle	

- Vérifiez que les informations sont exactes, puis cliquez sur **Suivant**.

Information du client	
N° client	000000000
Nom de l'entreprise ABCD INC.	
Adresse de correspondance	
N° d'immeuble / Case postale	123 Bureau / App. / Unité
Rue / Installation de livraison RUE DE LA TRANSPARENCE	
Municipalité	VAL-INTÉGRITÉ Province / État QC
Pays	CANADA Code postal / Zip code A0A 0A0
Retour au menu	Réinitialiser Suivant 

3.2 Renseignements supplémentaires

Information du client

* Forme juridique 1

Nombre total d'actionnaires (actions votantes) ou d'associés pour cette entité 2

* Nature des activités de l'entreprise 3

Numéro d'attestation de Revenu Québec 4 (000000XXXX) Si vous ne fournissez pas cette information, veuillez joindre un document en justifiant la raison

Numéro de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) 5 (00000000[00])

Au cours des cinq dernières années, votre entreprise a-t-elle eu un ou des noms commerciaux autres que celui indiqué à la section précédente?

Autres Noms (en vigueur) 6

Noms antérieurs 7

Information sur le contrat (si applicable)

Numéro de l'appel d'offre

Titre de l'appel d'offre

Valeur estimée du contrat ou du sous-contrat

Date limite pour le dépôt des soumissions ou, selon la plus éloignée, celle prévue à l'appel d'offres concernant l'autorisation requise

Si l'entreprise fait partie d'un consortium, veuillez en indiquer le nom

Réinitialiser 9

- Vérifiez que la forme juridique qui s'affiche (1) est exacte. Sinon, mettez votre dossier à jour au [Registre des entreprises du Québec](#) (REQ) avant d'aller plus loin.
- Entrez le nombre total d'actionnaires avec droit de vote ou d'associé(e)s (2). Dans le cas d'une personne physique exploitant une entreprise, n'inscrivez rien.
- Entrez la nature des activités de l'entreprise (3), telle qu'elle apparaît au REQ (codes d'activité économique et descriptions).
- Entrez les 10 premiers caractères de l'Attestation de Revenu Québec (4), sans tirets ni espaces.
- Si l'entreprise a une licence de la RBQ, entrez son numéro (5), sans tirets ni espaces.
- Si elle utilise d'autres noms que celui donné à l'étape 3.1, inscrivez-les (6).
- Si, au cours des cinq dernières années, elle a utilisé d'autres noms qui ne sont plus en vigueur aujourd'hui, inscrivez-les aussi (7).
- Si vous demandez une autorisation dans le but de soumissionner à un appel d'offres, veuillez fournir les informations demandées (8).
- Quand vous avez terminé, cliquez sur **Suivant** (9).

3.3 Identification de la personne répondante

Le répondant ou la répondante de l'entreprise **doit obligatoirement occuper l'une des fonctions suivantes** : personne physique exploitant l'entreprise, administrateur(trice), dirigeant(e), actionnaire ou associé(e). **Si ce n'est pas votre cas, l'entreprise doit désigner une autre personne** pour demander une autorisation de contracter.

The screenshot shows a web form titled 'Répondant' with a help icon (?). The form is divided into several sections:

- Identification**: A red box labeled '1' encloses the fields for * Sexe (dropdown), * Nom, * Prénom, and * Date de naissance (format: yyyy-mm-jj).
- * Adresse de résidence**: A red box labeled '2' encloses fields for N° d'immeuble / Case postale, Bureau / App. / Unité, Rue / Installation de livraison, Municipalité, Pays, Province / État, and Code postal / Zip code. There is an 'Obtenir une adresse' button at the bottom right.
- * Adresse de correspondance**: A red box labeled '3' encloses the same set of address fields as above, with another 'Obtenir une adresse' button.
- Références**: A red box labeled '4' encloses the * Téléphone personnel field. A red box labeled '5' encloses the Courriel field.
- * Fonction du répondant**: A note states 'Les choix disponibles sont en fonction de la forme juridique de l'entreprise.' Below this, a red box labeled '6' encloses four radio button options: 'Personne physique exploitant l'entreprise', 'Administrateur', 'Dirigeant', and 'Associé'. A red box labeled '7' encloses the 'Suivant' button at the bottom right of the form.

At the bottom left of the form is a 'Réinitialiser' button, and at the bottom center are 'Précédent' and 'Suivant' buttons with arrows.

- Indiquez votre sexe, votre nom et votre prénom, ainsi que votre date de naissance (1).
- Entrez vos adresses de résidence (2) et de correspondance (3), que celles-ci soient au Québec, au Canada ou dans un autre pays. S'il s'agit de la même adresse, inscrivez-la aux deux endroits.
- Entrez votre numéro de téléphone avec l'indicatif régional (4).
- Pour faciliter le traitement de votre demande, entrez aussi votre adresse courriel (5).
- Cochez la fonction que vous occupez dans l'entreprise (6).
- Quand vous avez terminé, cliquez sur **Suivant** (7).

3.4 Déclaration

Veuillez répondre par **Oui** ou **Non** à chacune des questions.

1. * Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*?
2. * Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires?
3. * Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été déclarée coupable par un tribunal étranger, d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale en vertu d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*?
4. * Au cours des deux dernières années, l'entreprise a-t-elle fait l'objet d'une décision de suspension de travaux exécutoire en vertu de l'article 7.8 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)?
5. * Au cours des deux années précédentes, l'entreprise a-t-elle été condamnée par un jugement final à payer une réclamation fondée sur le paragraphe c.2 du premier alinéa de l'article 81 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)?
6. * Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'Autorité des marchés publics pour la présente demande?
7. * Êtes-vous une entreprise qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités?

Si vous avez répondu **Oui** aux questions 1, 2 ou 3⁵

- Joignez à votre demande, pour chaque infraction, les documents indiquant :
 - Le nom de la loi qui a été enfreinte et l'article concerné
 - Le numéro du dossier de cour..
 - Les faits et circonstances entourant l'infraction

Si vous avez répondu **Oui** à la question 4⁶

- Joignez à votre demande les documents indiquant :
 - Les détails de la condamnation
 - La date d'expiration de l'interdiction de conclure un contrat public
 - Si un ou une juge a suspendu l'interdiction, les détails de cette suspension

Si vous avez répondu **Oui** à la question 5⁷

- Joignez à votre demande une copie du jugement final.

⁵ <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/C-65.1?langCont=fr#sc-nb:1>

⁶ https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/R-20/20240528#se:7_8

⁷ <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/R-20/20240528#se:81>

Si vous avez répondu *Oui* à la question 6

- Joignez à votre demande les documents explicatifs.

Question 7

- Si l'entreprise n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et qu'elle n'a pas son siège social ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités dans cette province, vous devez consentir (en cochant la case) à ce que l'AMP et ses partenaires communiquent hors du Québec les renseignements fournis ici à tout corps de police local ou source locale d'informations, ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du *Règlement concernant certaines modalités d'application du chapitre V.1 de la Loi sur les contrats des organismes publics relatif à l'intégrité des entreprises*⁸, et qu'ils reçoivent tout renseignement nécessaire à ces vérifications.

Quand vous avez terminé

- Cliquez sur **Suivant**, dans le bas de la page, à droite.

IMPORTANT

- **Si vous avez répondu *Oui* à l'une des questions**, c'est à l'étape suivante que vous pourrez joindre les documents demandés (3.5 Pièces justificatives à fournir).
- Quiconque fait une déclaration fausse ou trompeuse commet une infraction et est passible d'une amende, tel que prévu par la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

⁸ <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/rc/C-65.1.%20r.%207.4%20/>

3.5 Pièces justificatives à fournir

Cette page sert à transmettre les documents nécessaires au traitement de votre demande d'autorisation. **Les pièces justificatives à fournir varient selon le type d'entreprise et pourraient donc différer de l'image ci-dessous.**

Autres documents 1	
0 Document(s) requis	
☐ Autre document - Mesures de gouvernance ou de contrôle	☒ Papier ☐ Électronique
☐ Autre document no 01	☒ Papier ☐ Électronique
☐ Autre document no 02	☒ Papier ☐ Électronique
☐ Autre document no 03	☒ Papier ☐ Électronique
Documents de l'entreprise 2	
2 Document(s) requis	
☐ Attestation de Revenu Québec	☒ Papier ☐ Électronique
☐ États financiers du dernier exercice	☒ Papier ☐ Électronique
Documents structure de l'entreprise 3	
1 Document(s) requis	
☐ Organigramme indiquant la structure de l'entreprise	☒ Papier ☐ Électronique
☐ Registre des actionnaires	☒ Papier ☐ Électronique
4	
Réinitialiser Précédent <input checked="" type="button" value="Suivant"/>	

Autres documents (1)

- S'il en existe au sein de l'entreprise, joignez les mesures de gouvernance et de contrôle : code d'éthique, code de conduite, comité de gouvernance, comité d'audit, programme de formation sur la gouvernance et l'éthique, politiques internes sur le remboursement des dépenses, les conflits d'intérêts, les processus d'acquisition, la délégation des pouvoirs, etc.
- Si vous avez répondu *Oui* à l'une ou plusieurs des questions de l'étape 3.4 (*Déclaration*), joignez ici les documents demandés en cochant **Autre document n° 1, n° 2 ou n° 3**.
- Assurez-vous que le nom de chaque fichier correspond à ce que vous avez inscrit à l'étape 3.4. Si vous avez plus de trois fichiers à joindre, mentionnez-le à la personne de l'AMP qui traitera votre demande lorsqu'elle vous contactera.

Documents de l'entreprise (2)

- Fournissez l'[Attestation de Revenu Québec](#)⁹ de l'entreprise. Elle doit avoir été délivrée dans les 30 jours précédant la date du dépôt de votre demande d'autorisation.
- Fournissez aussi les états financiers de l'entreprise selon sa forme juridique, comme indiqué à la section 2 : [Préparer les documents requis](#).

Documents structure de l'entreprise (3)

- Déposez ici l'organigramme de l'entreprise, en respectant les exigences présentées à la section 2 du présent guide ([Préparer les documents requis](#)).

⁹ <https://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/mesures-particulières/attestation-de-revenu-quebec/>

- Si l'entreprise est une personne morale, vous devez aussi fournir deux volets du registre des procès-verbaux de l'entreprise (livre des minutes) : le *Registre des actionnaires* et le *Registre des valeurs mobilières*. Combinez-les dans un seul fichier.

Quand vous avez terminé

- Cliquez sur **Suivant** au bas de la page (4).

IMPORTANT

- Cochez toujours l'option **Électronique**. N'envoyez pas de documents papier, cela retarderait le traitement de votre demande.
- Il ne doit pas y avoir de caractères spéciaux dans le nom de vos fichiers.
- La taille de chaque fichier ne doit pas dépasser 35 Mo.
- Les formats de fichiers acceptés sont .pdf, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .jpeg et .jpg.
- Si vous avez des questions, contactez-nous au 1 888 335-5550.

3.6 Paiement

Cette page indique les frais à payer. Vous pouvez le faire de deux façons : par carte de crédit (recommandé) ou par chèque. Les autres options du menu déroulant ne s'appliquent pas à votre demande et pourraient en retarder le traitement.

Par carte de crédit (recommandé)

- ▶ Dans le menu déroulant **Mode de paiement** (1), cliquez sur **Carte de crédit** (2), puis sur **Suivant**.
- ▶ Suivez les instructions pour faire votre paiement en ligne sécurisé.
- ▶ Consultez la section **Communications sécurisées**, vous y trouverez votre reçu.

Par chèque

- ▶ Dans le menu déroulant **Mode de paiement** (1), sélectionnez **Chèque** (3).
- ▶ Libellez votre chèque à l'ordre de l'*Autorité des marchés publics* et inscrivez au dos le nom de l'entreprise qui demande une autorisation.
- ▶ Envoyez votre chèque à l'adresse suivante :
 Autorité des marchés publics
 525, boulevard René-Lévesque Est, 1^{er} étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9

Quand vous avez terminé

- ▶ Cliquez sur **Suivant** dans le bas de l'écran.

IMPORTANT

- ▶ Les frais ne sont pas remboursables.
- ▶ Pour que votre demande passe en traitement, le paiement doit avoir été fait.
- ▶ Les frais sont indexés chaque année (www.amp.quebec/droits-frais-et-tarifs-exigibles).
- ▶ Pour toute question concernant le paiement, contactez-nous au 1 888 335-5550.

3.7 Transmission

- Cochez la case **Je déclare que les renseignements contenus dans la présente demande sont véridiques** (1).
- Puis cliquez sur **Transmettre** (2) pour envoyer votre demande à l'AMP.

Déclaration aux renseignements fournis ?

☒ Je déclare que les renseignements contenus dans la présente demande sont véridiques. **1**

Avertissement ?

Veuillez vérifier attentivement votre demande. Lorsqu'elle sera soumise, il vous sera impossible de l'annuler ou de la modifier. **2**

Réinitialiser Précédent Imprimer votre demande **Transmettre**

3.8 Confirmation

- Cette page confirme que votre demande a été envoyée à l'AMP (1).
- Vous y trouverez votre numéro de client et le numéro de votre demande (2). Conservez-les, ils seront utiles si vous avez à nous contacter.

Confirmation de transmission ?

Nous confirmons avoir reçu votre demande. **1**

Un accusé de réception sera déposé dans la section « Communications sécurisées ». Si vous devez nous transmettre des pièces justificatives en format papier, un bon de numérisation à joindre avec chacun de ces documents se trouve à la fin de l'accusé de réception.

Veuillez utiliser le numéro ci-dessous pour toute communication avec nous en lien avec cette demande.

N° client: 3000005208 **2**

N° de demande: 1800000066

Retour au menu Imprimer

- Vous recevrez aussi un accusé de réception dans la section **Communications sécurisées** des Services en ligne.

Accueil	Dossier client ▼	Contrats publics ▼	Autres demandes ▼
Bienvenue l'Auto	Accéder en tant que client		
	Communications sécurisées		
	Coordonnées entreprise ▶		

4. Déterminer les liens d'affaires à déclarer

Tout individu ou toute entité qui exerce un contrôle sur l'entreprise est un lien d'affaires. Les liens à déclarer varient selon la forme juridique de l'entreprise. Lisez attentivement les pages qui suivent pour savoir ce que vous devez déclarer.

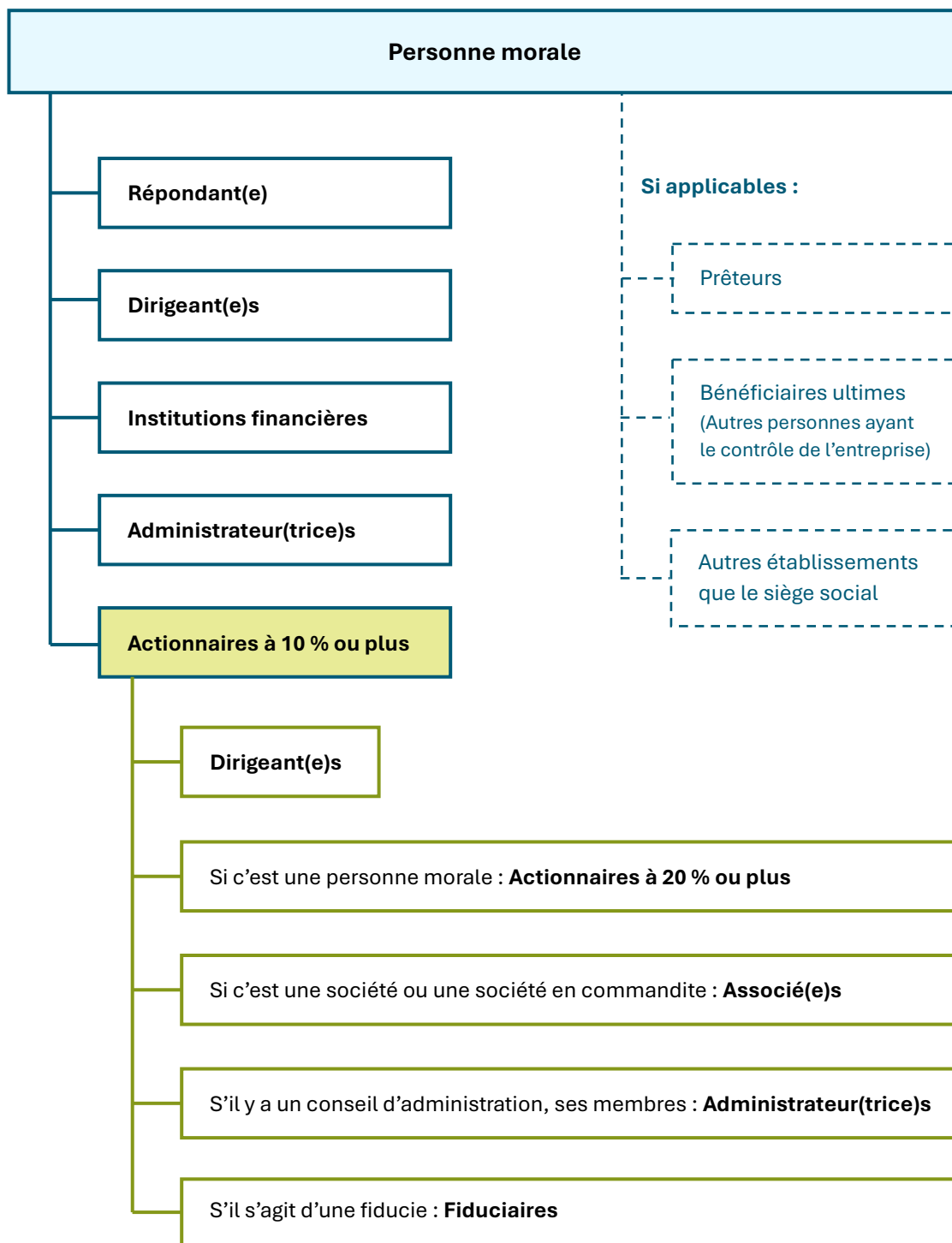
4.1 Types de liens d'affaires

Liens d'affaires applicables à toutes les formes juridiques	
Répondant(e)	Personne qui représente l'entreprise auprès de l'AMP : c'est elle qui peut faire des demandes à l'AMP et c'est avec elle que l'AMP communique. Elle doit avoir accès à toutes les informations de l'entreprise concernant la structure, les états financiers, les antécédents judiciaires, les liens d'affaires (individus et entités), les affaires courantes, etc. Elle doit occuper l'une des fonctions suivantes dans l'entreprise : • Dirigeant(e) • Administrateur(trice) • Actionnaire • Associé(e) • Personne qui exploite une entreprise individuelle
Institution financière	Toute institution financière avec laquelle l'entreprise a des comptes bancaires, marges de crédit, prêts hypothécaires, cartes de crédit, etc. <i>Les compagnies de financement (qui financent l'équipement utilisé par une entreprise : véhicule, flotte de camions, machinerie, etc.) <u>ne sont pas</u> des institutions financières.</i>
Prêteur	Individu ou entité qui ont prêté des sommes d'argent à l'entreprise. Dans les états financiers, on l'identifie par exemple ainsi : actions rachetables au gré du détenteur, billet ou effet à payer, dû à des sociétés apparentées, avance d'une société ou d'un particulier, mise en commun de trésorier, créditeurs, événements postérieurs à la production des états financiers. <i>Les institutions financières et les compagnies de financement ne sont pas des prêteurs.</i>
Établissement	À l'exception du siège social, toutes les adresses actives de l'entreprise, où elle exerce des activités : succursale, point de service, bureau, entrepôt, etc.

Liens d'affaires propres à certaines formes juridiques	
Actionnaire	Individu ou entité qui détient des actions avec droit de vote de l'entreprise.
Associé(e)	Personne qui détient des parts d'une société, qui exerce un pouvoir décisionnel et qui participe aux décisions relatives aux orientations de l'entreprise. Dans le cas d'une société en commandite, tous les commanditaires et commandités sont considérés comme des associé(e)s.
Administrateur(trice)	Toute personne qui est membre du conseil d'administration de l'entreprise.
Dirigeant(e)	Personne qui exerce un pouvoir décisionnel à l'égard des orientations significatives de l'entreprise. De façon non limitative, l'AMP considère qu'une personne qui occupe l'un des postes suivants est un dirigeant ou dirigeante : • Président(e) • Directeur(trice) général(e) • Chef(fe) de la direction • Chef(fe) des finances • Chef(fe) de l'exploitation • Toute personne occupant un poste décisionnel au sujet des appels d'offres, des soumissions, des contrats et des sous-contrats
Bénéficiaire ultime	Individu qui détient un droit lui permettant de profiter d'une partie des revenus ou des actifs d'une entreprise, ou un droit lui permettant de diriger ou d'influencer les activités d'une telle entreprise. C'est notamment le cas de la personne qui : • Détient 25 % ou plus des droits de vote • Détient 25 % ou plus de la valeur marchande • A une influence qui pourrait se traduire par un contrôle de fait (influence sur les orientations significatives de l'entreprise) Un bénéficiaire ultime peut aussi être une entreprise si celle-ci est assimilée à un individu (entreprise individuelle).
Fiduciaire	Personne qui administre les biens d'une fiducie selon les modalités prévues dans l'acte constitutif.

4.2 Liens d'affaires à déclarer selon la forme juridique

- Si l'entreprise est une **personne morale (société par actions/inc.)**, déclarez les liens ci-dessous.



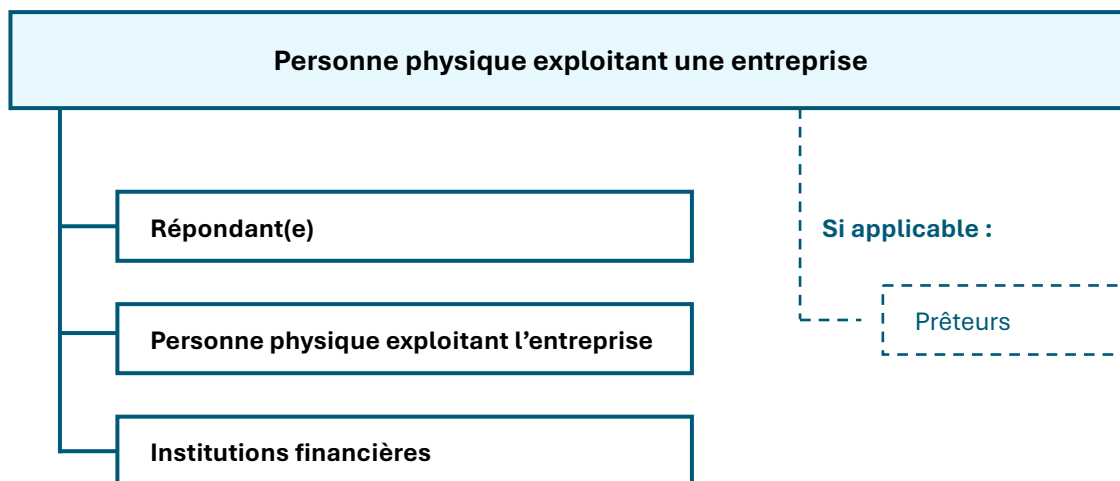
- Si l'entreprise est un **organisme sans but lucratif (OSBL, OBNL)**, déclarez les liens ci-dessous.

Organisme sans but lucratif	
Répondant(e)	Si applicables : Prêteurs Autres établissements que le siège social
Dirigeant(e)s	
Institutions financières	
Administrateur(trice)s	

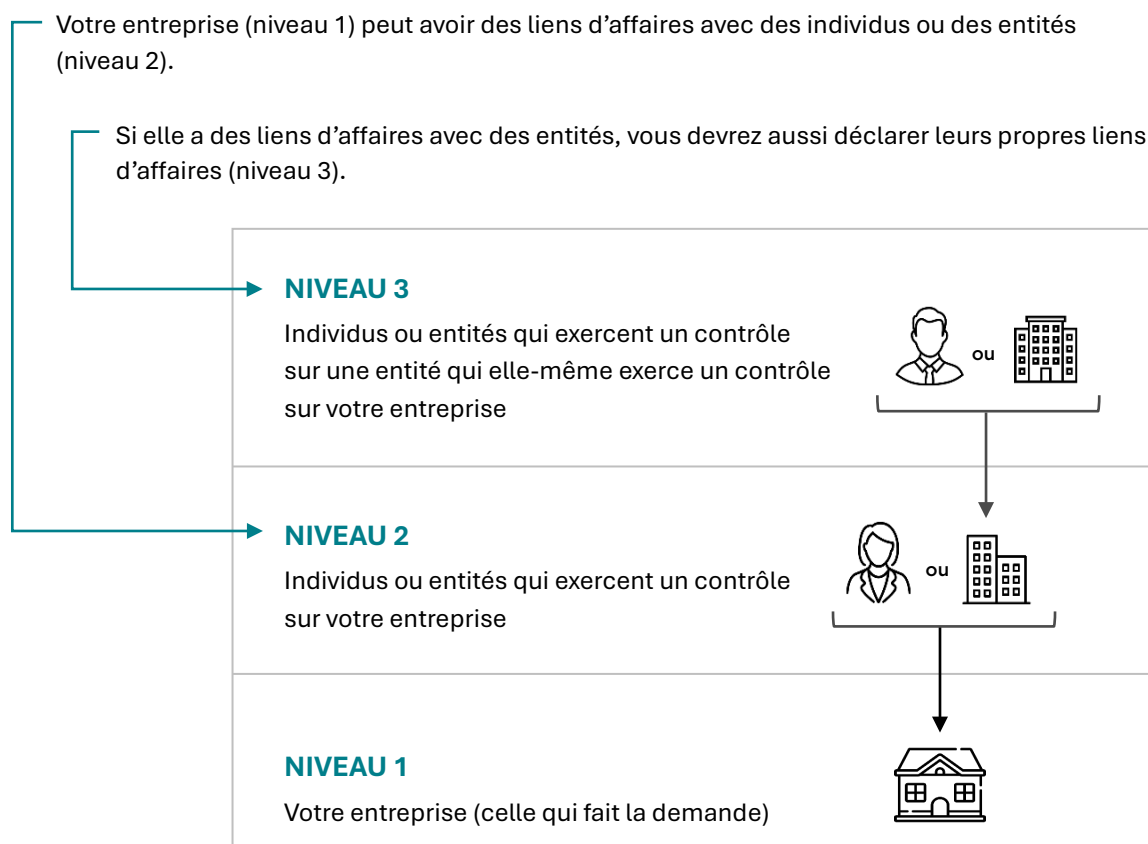
- Si l'entreprise est une **société (société en nom collectif/SENC, société en commandite, etc.)**, déclarez les liens ci-dessous.

Société	
Répondant(e)	Si applicables : Prêteurs Administrateur(trice)s Bénéficiaires ultimes (Autres personnes ayant le contrôle de l'entreprise) Autres établissements que le siège social
Dirigeant(e)s	
Institutions financières	
Associé(e)s	
Dirigeant(e)s Si c'est une personne morale : Actionnaires à 20 % ou plus Si c'est une société ou une société en commandite : Associé(e)s S'il y a un conseil d'administration, ses membres : Administrateur(trice)s S'il s'agit d'une fiducie : Fiduciaires	

- Si vous êtes une **personne physique exploitant une entreprise**, déclarez les liens ci-dessous.



4.3 Niveaux des liens d'affaires



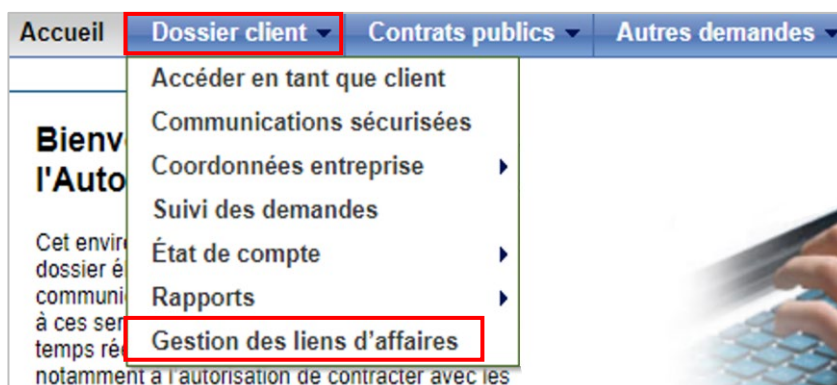
5. Déclarer les liens d'affaires

IMPORTANT

La prochaine étape consiste à divulguer les liens d'affaires de votre entreprise. **Nous vous contacterons dès que vous aurez accès à ce module dans les Services en ligne.**

5.1 Identification des liens d'affaires

- À la page d'accueil des Services en ligne, sélectionnez **Dossier client**, puis **Gestion des liens d'affaires**.



- La première fois que vous accédez à cette section, seul le lien « Répondant » apparaît. En cliquant sur la flèche, vous verrez les informations saisies à l'étape 3.3 (*Identification de la personne répondante*).

Liens à divulguer

Ajouter un

▼ >

▲ Type x

Type	Nom	Lié à	Statut
▼ Type: Répondant			
Répondant	CUPIDON, LUC	TEST - LES POIVRES ROUX INC.	À ajouter ✎ ✕

DÉCLARER LA PERSONNE RÉPONDANTE

- Dans le menu déroulant (1), sélectionnez la fonction de la personne répondante dans l'entreprise, puis cliquez sur **Ajouter** (2). Si elle occupe plusieurs fonctions, vous pourrez les ajouter par la suite en répétant l'opération.

Liens à divulguer

1 Ajouter un Actionnaire (entité) ayant le contrôle de la demanderesse

Ajouter 2

▼ >

Type x

Type

> Type: Répondant

- Actionnaire (entité) ayant le contrôle de la demanderesse
- Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle de la demanderesse**
- Administrateur de la demanderesse
- Autre entité ayant le contrôle de la demanderesse
- Autre personne physique ayant le contrôle de la demanderesse
- Dirigeant ayant le contrôle de la demanderesse

Statut

- Dans la fenêtre qui s'ouvre à l'écran, cliquez sur **Sélectionner**.

Identification

Sélectionnez une personne déjà divulguée ou saisissez ses informations ci-dessous.

Sélectionner

- Cliquez ensuite sur le nom de la personne répondante pour préremplir certains champs.

Identification

Sélection d'une personne physique

Les modifications

Sélectionnez une personne

Nom	Prénom	Date de naissance
CUPIDON	LUC	1981-05-22

IMPORTANT

Les noms que vous divulguiez doivent être écrits de la même façon partout (lien d'affaires, formulaire de déclaration, pièce d'identité, etc.).

- Le type de lien d'affaires (1) apparaît dans la zone bleue foncée et détermine les informations à fournir.

Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle de «TEST - LES POIVRES ROUX INC.»

1

Identification

Les modifications apportées ci-dessous seront effectuées partout dans tous les liens où cette personne a été sélectionnée.

Sélectionnez une personne déjà divulguée ou saisissez ses informations ci-dessous. CUPIDON, LUC **Sélectionner**

+ Sexe
 + Nom
 + Prénom
 + Date de naissance (aaaa-mm-jj)

+ Adresse résidentielle

N° d'immeuble / Case postale Bureau / App. / Unité
 Rue / Installation de livraison
 Municipalité Province / État
 Pays Code postal / Zip code

Obtenir une adresse

Références

+ Téléphone personnel **1**
 Courriel **2**

+ Fonctions **3**

Description des fonctions

+ Contrôle **4**

Description du contrôle (Nombre d'actions, % du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.)

- Si elle n'y est pas déjà, entrez l'adresse courriel (2).
- Dans le champ **Fonctions** (3), entrez le type de lien d'affaires (1).
- S'il s'agit d'un lien Dirigeant(e), précisez le titre d'emploi et la nature de ce qui est dirigé.
Par exemple : PDG, Chef de la direction, Cheffe des finances, Directrice de l'exploitation, Contrôleur financier, etc.
- Dans le champ **Contrôle** (4) :
- S'il s'agit d'un lien d'actionnaire ou d'associé(e), décrivez le contrôle qu'exerce la personne sur l'entreprise : nombre d'actions, pourcentage du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.
 - Dans tous les autres cas, inscrivez à nouveau le type de lien d'affaires (1).

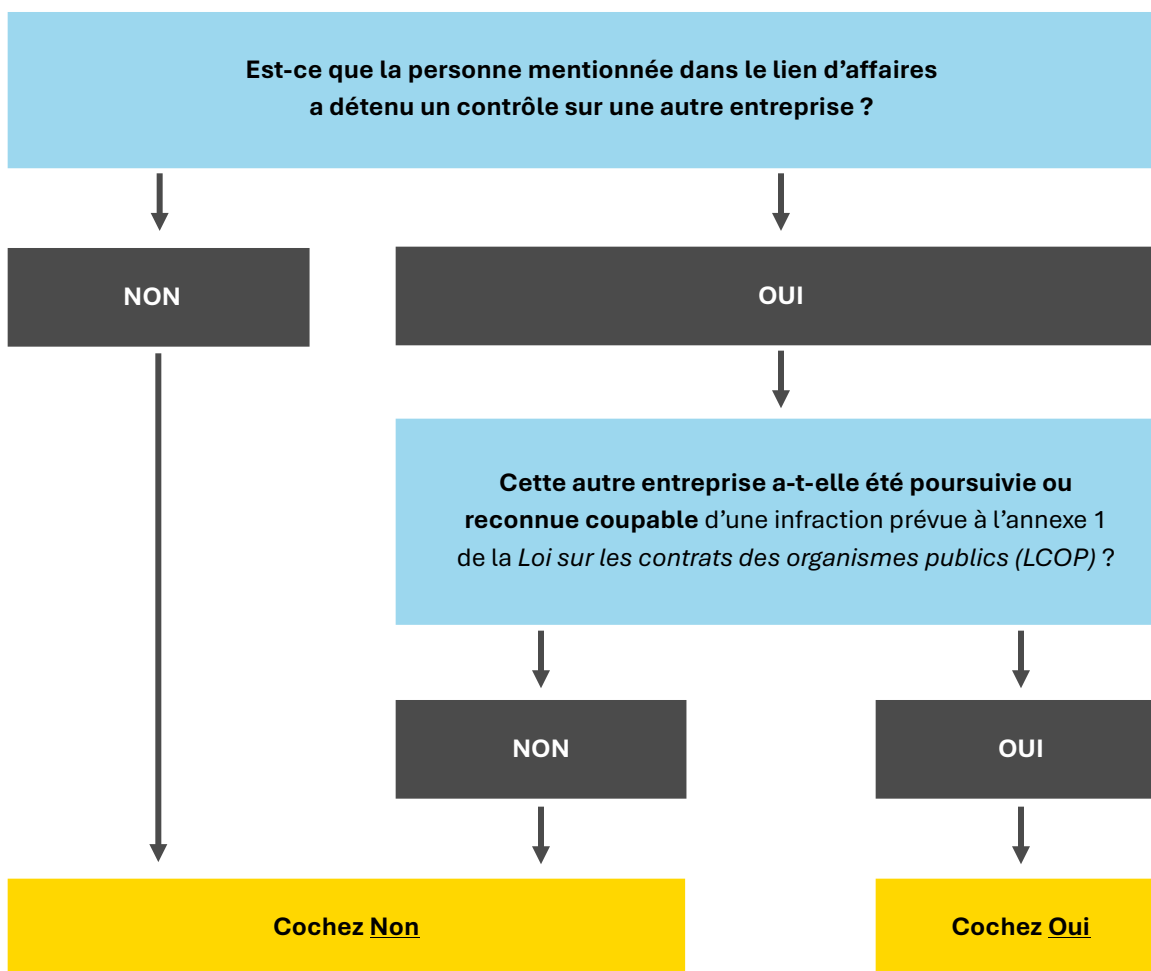
LISEZ ATTENTIVEMENT LA QUESTION QUI VIENT ENSUITE

Elle porte sur les liens avec une autre entreprise **qui aurait été poursuivie ou déclarée coupable d'infraction**.

Au cours **des cinq dernières années**, avez-vous été actionnaire, administrateur, associé ou dirigeant d'une autre entreprise, ou avez-vous eu directement ou indirectement le contrôle juridique ou de facto **d'une autre entreprise** ayant été **poursuivie ou déclarée coupable** d'une infraction prévue à l'annexe 1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ?

☐ Oui ☐ Non

Pour savoir comment répondre, suivez le schéma ci-dessous¹⁰ :



¹⁰ Par « détenir un contrôle », on entend avoir été actionnaire, administrateur(trice) ou associé(e) d'une telle entreprise, ou en avoir eu, directement ou indirectement, le contrôle juridique ou *de facto*.

Pièces justificatives à fournir (individu)

Deux documents sont obligatoires en tout temps : la déclaration (1) et une pièce d'identité valide (2). Si la personne ne réside pas au Québec, elle doit aussi fournir un document attestant de ses antécédents criminels et pénaux (3).

Déclaration d'infraction (1)

- ▶ Ce document est **obligatoire en tout temps**, même s'il n'y a aucune infraction à déclarer.
- ▶ Téléchargez le formulaire [Déclaration de l'individu lié à l'entreprise](#)¹¹.
- ▶ La personne visée par le lien d'affaires doit le lire attentivement, le remplir et le signer. Enregistrez ensuite le formulaire en format électronique.
- ▶ Cliquez sur **Électronique** (4) et sélectionnez votre fichier.
- ▶ Une fois qu'il est ajouté, cliquez sur **Joindre** (5) pour le transmettre à l'AMP.

Preuve d'identité (2)

- ▶ Ce document est **obligatoire en tout temps**.
- ▶ Vous devez joindre une pièce d'identité **avec photo**, délivrée par un gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes, sur laquelle sont inscrits le **nom** et la **date de naissance** de l'individu qui a signé la déclaration. Les documents expirés ne sont pas acceptés : la pièce d'identité doit être **valide** au moment de la demande.
- ▶ Enregistrez la pièce d'identité en format électronique.
- ▶ Cliquez sur **Électronique**, sélectionnez votre fichier, puis cliquez sur **Joindre** pour le transmettre.

¹¹ www.amp.quebec/formulaire-declaration-individu

Antécédents criminels et pénaux (3)

- ▶ Si l'individu mentionné dans le lien d'affaires ne réside pas au Québec, ce document est obligatoire, même s'il n'y a aucun antécédent à déclarer.
- ▶ Il peut s'agir d'un certificat de police ou d'un certificat de bonne conduite provenant d'une firme privée spécialisée en vérification d'antécédents judiciaires.
- ▶ Il doit avoir été délivré dans les six mois précédant le dépôt de la demande d'autorisation.
- ▶ Numérisez et sauvegardez le document en format électronique.
- ▶ Cliquez sur **Électronique** et sélectionnez votre fichier.
- ▶ Une fois qu'il est ajouté, cliquez sur **Joindre** pour le transmettre à l'AMP.

IMPORTANT

- ▶ Cochez toujours l'option **Électronique**. N'envoyez pas de documents papier, cela retarderait le traitement de votre demande.
- ▶ La taille de chaque fichier ne doit pas dépasser 35 Mo.
- ▶ Les formats de fichiers acceptés sont .pdf, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .jpeg et .jpg.
- ▶ Il ne doit pas y avoir de caractères spéciaux dans le nom de vos fichiers.
- ▶ Si vous avez des questions, contactez-nous au 1 888 335-5550.

Quand vous avez joint toutes les pièces justificatives requises

- ▶ Cliquez sur **Enregistrer et retour**, au bas de l'écran, pour retourner à la page des liens à divulguer.

Enregistrer et retour	Enregistrer et nouveau	Annuler
-----------------------	------------------------	---------

Si la personne répondante occupe plusieurs fonctions dans l'entreprise

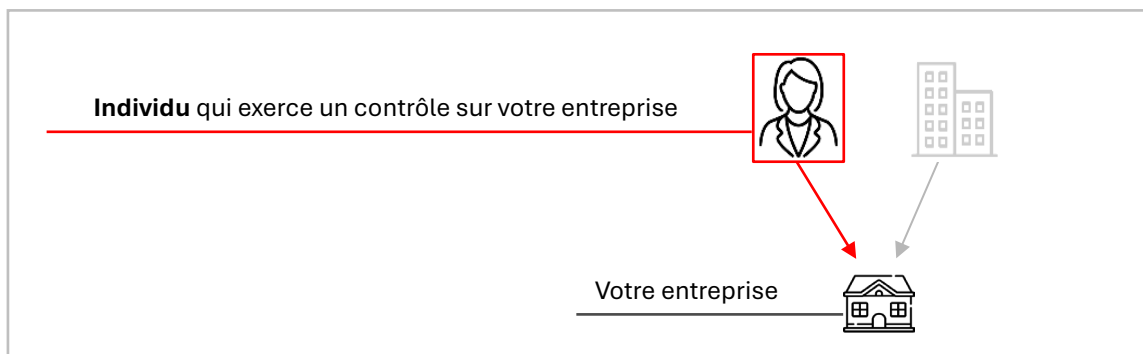
- ▶ Répétez l'étape 5.1 pour chaque fonction qui doit être déclarée.

Quand tous les liens d'affaires de la personne répondante sont déclarés

- ▶ Vous devez maintenant déclarer les autres liens d'affaires de votre entreprise, [en fonction de sa forme juridique](#).
- ▶ Ces liens peuvent concerner des individus ou des entités (niveau 2).
- ▶ S'il y a des entités au niveau 2, il faudra aussi déclarer leurs propres liens d'affaires (niveau 3).
- ▶ Au besoin, consultez à nouveau le schéma des [niveaux de liens d'affaires](#).

DÉCLARER UN AUTRE INDIVIDU LIÉ À L'ENTREPRISE

La marche à suivre est semblable à celle servant à déclarer les fonctions de la personne répondante.



- Dans le menu déroulant (1), sélectionnez la fonction que l'individu occupe dans l'entreprise, puis cliquez sur **Ajouter** (2).

Liens à divulguer		
1	Ajouter un	Administrateur de la demanderesse
▼ > ▼ >		
Faites glisser la tête de colonne et		
Type	Actionnaire (entité) ayant le contrôle de la demanderesse Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle de la demanderesse Administrateur de la demanderesse Autre entité ayant le contrôle de la demanderesse Autre personne physique ayant le contrôle de la demanderesse Dirigeant ayant le contrôle de la demanderesse Dirigeant n'ayant pas le contrôle de la demanderesse Établissement Institution financière Prêteur (entité) Prêteur (personne physique) Répondant	À ajouter À ajouter À ajouter
Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle de la demanderesse Administrateur de la demanderesse Répondant		Statut À ajouter À ajouter À ajouter

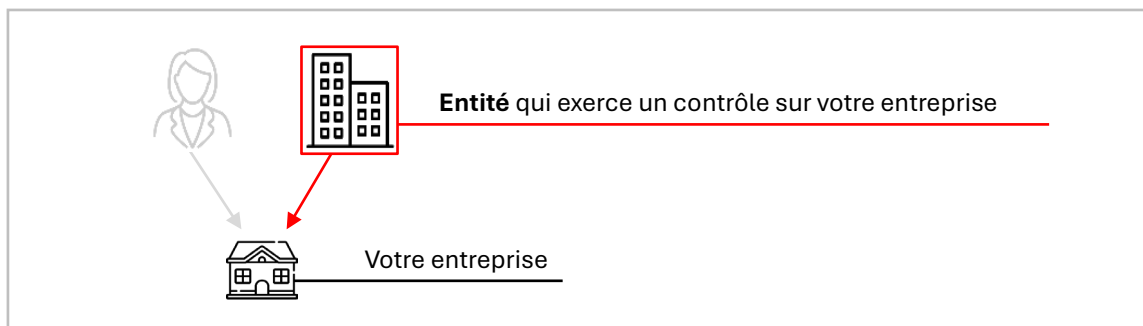
- Fournissez ensuite les informations demandées, comme pour la personne répondante.
- Si vous avez des questions, contactez-nous au 1 888 335-5550.

QUAND TOUS LES LIENS D'AFFAIRES DE L'INDIVIDU SONT DÉCLARÉS

- Répétez l'opération pour tous les autres individus directement liés à l'entreprise, s'il y a lieu.
- Si vous avez des nouveaux liens d'affaires à déclarer concernant cette fois des entités plutôt que des individus, passez à la page suivante : [Déclarer une entité liée à l'entreprise](#).
- Sinon, passez à l'étape 5.3 : [Transmission](#).

DÉCLARER UNE ENTITÉ LIÉE À L'ENTREPRISE

La marche à suivre est semblable à celle permettant de déclarer un individu, mais les documents à fournir sont différents.



- Dans le menu déroulant (1), sélectionnez le lien de l'entité envers l'entreprise et cliquez sur **Ajouter** (2).

Liens à divulguer			
1	Ajouter un	Actionnaire (entité) ayant le contrôle de la demanderesse	Ajouter 2
▼ ► Type Statut			
Faites glisser la tête de colonne et Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle de la demanderesse Administrateur de la demanderesse Autre entité ayant le contrôle de la demanderesse Autre personne physique ayant le contrôle de la demanderesse Dirigeant ayant le contrôle de la demanderesse Dirigeant n'ayant pas le contrôle de la demanderesse Établissement Institution financière Prêteur (entité) Prêteur (personne physique) À ajouter À ajouter			

- Le type de lien d'affaires apparaît dans la zone bleue foncée en haut du formulaire (3) et détermine les informations à fournir.

Actionnaire (entité) ayant le contrôle de 3 TEST - LES POIVRES ROUX INC. »			
Identification Sélectionnez une personne déjà divulguée ou saisissez ses informations ci-dessous. Sélectionner			
* Nom NEQ (Pourrait ne pas être obligatoire dans certains cas.)			
Adresse principale N° d'immeuble / Case postale Bureau / App. / Unité Rue / Installation de livraison Province / État Municipalité Code postal / Zip code Pays			
Obtenir une adresse			

- Entrez le nom de l'entité et son Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) si elle en a un (4).
- Cliquez ensuite sur **Obtenir une adresse** (5). Une nouvelle fenêtre s'ouvrira à l'écran.

- Sélectionnez le pays (1).

Pays

☒ Canada ☐ États-Unis ☐ Autre pays **1**

Recherche

* Code postal **2**

N° d'immeuble / Case postale

3

Adresse

* Code postal

* N° d'immeuble / Case postale **4**

* Rue / Installation de livraison

Bureau / App. / Unité

* Municipalité

* Province

5

- Si l'adresse est au Canada, entrez le code postal (2), puis cliquez sur **Rechercher** (3). Entrez les informations demandées et confirmez l'adresse.
- Si l'adresse est à l'extérieur du Canada, remplissez la section **Adresse** (4).
- Cliquez ensuite sur **OK** (5) pour revenir au formulaire.
- À la section **Références**, entrez le numéro de téléphone principal de l'entité (6). Pour connaître le format à respecter selon le pays, cliquez sur le petit **i** dans un cercle. Si l'entité a un site Web, inscrivez-le aussi (7).

Références

+ Téléphone principal **6** 

Télécopieur

7

Autre téléphone 

- Sélectionnez ensuite la forme juridique de l'entité dans le menu déroulant : **Personne morale** (société par actions/inc.), **Société** (société en nom collectif/SENC, société en commandite, etc.), **Autre forme juridique** (personne physique exploitant une entreprise, organisme sans but lucratif/OSBL, coopérative, etc.) ou **Fiducie**.

+ **Forme juridique**

Préciser la forme juridique de l'entité

▼

Personne morale
 Société
 Autre forme juridique
 Fiducie

- Les prochaines questions portent sur le contrôle exercé par l'entité sur l'entreprise qui demande une autorisation de contracter.
- Indiquez d'abord combien cette entité compte d'actionnaires ou d'associé(e)s (1).
- Puis indiquez combien d'actions ou de parts **de l'entreprise qui demande une autorisation** sont détenues par l'entité (2).

+ **Contrôle**

Nombre total d'actionnaires ou d'associés pour cette entité ? **1**

Description du contrôle (Nombre d'actions, % du droit de vote, valeur de la part sociale, etc.) **2**

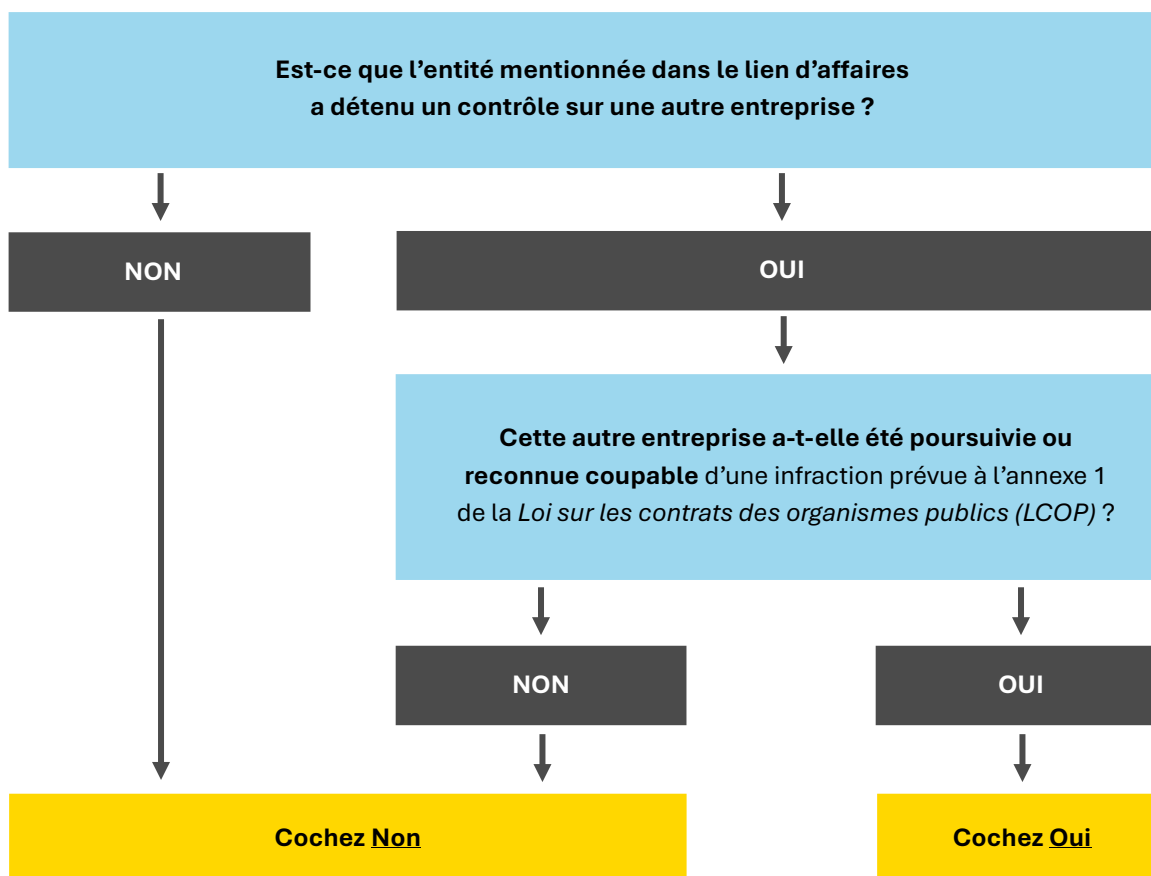
LISEZ ATTENTIVEMENT LA QUESTION QUI VIENT ENSUITE

Elle porte sur les liens avec une autre entreprise **qui aurait été poursuivie ou déclarée coupable d'infraction**.

Au cours **des cinq dernières années**, l'entité a-t-elle été actionnaire ou associée d'une autre entreprise, ou a-t-elle eu directement ou indirectement le contrôle juridique ou de facto **d'une autre entreprise** ayant été **poursuivie ou déclarée coupable** d'une infraction prévue à l'annexe 1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ?

☐ Oui ☐ Non

Pour savoir comment répondre, suivez le schéma ci-dessous¹² :



¹² Par « détenir un contrôle », on entend avoir été actionnaire, administrateur(trice) ou associé(e) d'une telle entreprise, ou en avoir eu, directement ou indirectement, le contrôle juridique ou *de facto*.

Pièces justificatives à fournir (entité)

+ Pièces justificatives

Déclaration d'infractions
1 Document(s) requis

☒ Déclaration (Entité de niveau 2)

☐ Papier ☒ Électronique

Antécédents criminels et pénaux
0 Document(s) requis

☐ Autre document équivalent

☐ Plumentif criminel et pénal de l'entreprise

☐ Papier ☒ Électronique

Autre document
0 Document(s) requis

☐ Document

☐ Papier ☐ Électronique

Déclaration d'infractions (1)

- ▶ Ce document est **obligatoire, même s'il n'y a pas d'infraction à déclarer**.
- ▶ Téléchargez le formulaire [Déclaration de l'entité liée à l'entreprise](#)¹³. La personne représentant l'entité doit le lire attentivement, le remplir et le signer.
- ▶ Enregistrez le formulaire en format électronique, puis cliquez sur **Électronique** (2) et sélectionnez votre fichier.
- ▶ Une fois qu'il est ajouté, cliquez sur **Joindre** (3) pour le transmettre à l'AMP.

Antécédents criminels et pénaux (4)

- ▶ Ce document est **obligatoire si le siège social de l'entité n'est pas situé au Québec**.
- ▶ Le document à fournir est une **déclaration de bonne conduite**, c'est-à-dire une lettre signée par la personne répondante ou par un dirigeant ou une dirigeante de l'entreprise, et mentionnant ceci :

*Nous confirmons que l'entreprise XYZ **n'a pas**, au cours des cinq dernières années :*

- *Été poursuivie ou déclarée coupable de toute infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires (au Canada ou à l'étranger).*
- *Été actionnaire ou associée d'une autre entreprise, ou n'a pas eu, directement ou indirectement, le contrôle juridique ou de facto d'une autre entreprise ayant été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe 1 de la Loi sur les contrats des organismes publics.*

- ▶ Enregistrez la lettre en format électronique, puis cliquez sur **Électronique** (5) et sélectionnez votre fichier.
- ▶ Une fois qu'il est ajouté, cliquez sur **Joindre** (6) pour le transmettre à l'AMP.
- ▶ Quand vous avez terminé, cliquez sur **Enregistrer et retour** au bas de l'écran.

Autre document

- ▶ Ne tenez pas compte de cette section, vous n'avez aucun document à fournir ici.

¹³ www.amp.quebec/formulaire-declaration-entite

DÉCLARER UNE INSTITUTION FINANCIÈRE

Vous devez déclarer **au moins une** institution financière de l'entreprise qui demande une autorisation. S'il y en a plusieurs, répétez la séquence ci-dessous.

- Dans le menu déroulant, sélectionnez **Institution financière** (1) et cliquez sur **Ajouter** (2).

The screenshot shows the 'Liens à divulguer' section of a form. A dropdown menu is open, displaying a list of entity types. The option 'Institution financière' is highlighted with a red box and a red '1'. The 'Ajouter' button is also highlighted with a red box and a red '2'.

- À droite du champ **Nom**, cliquez sur la flèche (3) et sélectionnez l'institution financière.

The screenshot shows the 'Nom' field with a dropdown menu open. The menu lists several Canadian banks. The 'Autre/Other' option is highlighted with a red box and a red '4'. The dropdown arrow is highlighted with a red box and a red '3'.

- Si elle n'apparaît pas dans la liste, cliquez sur **Autre** (4), entrez son nom dans le champ **Précisez** (5), puis inscrivez le nom et l'adresse de la succursale (6).

The screenshot shows the form with the 'Autre/Other' selection. The 'Précisez si Autre' field contains 'Banque de ABCD' (5). The 'Nom et adresse de la succursale d'affaires de l'institution financière' field contains '123 Rue de l'intégrité, Québec, Québec, G3B 2R6' (6).

- Cliquez ensuite sur **Enregistrer et retour**, au bas de la page.

DÉCLARER UN ÉTABLISSEMENT

Vous devez maintenant déclarer le ou les établissement(s) de votre entreprise.

- Dans le menu déroulant, cliquez sur **Établissement** (1), puis sur **Ajouter** (2).

Liens à divulguer

Ajouter un Établissement Ajouter **2**

▼ >

Faites glisser la tête de colonne et

Type

Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle de la demanderesse

Actionnaire (entité)

Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle de la demanderesse

Administrateur de la demanderesse

Autre entité ayant le contrôle de la demanderesse

Autre personne physique ayant le contrôle de la demanderesse

Dirigeant ayant le contrôle de la demanderesse

Dirigeant n'ayant pas le contrôle de la demanderesse

Établissement **1**

Statut

À ajouter

- Cliquez ensuite sur **Obtenir une adresse**.

N° d'immeuble / Case postale

Bureau / App. / Unité

Rue / Installation de livraison

Municipalité

Province / État

Pays

Code postal / Zip code

Obtenir une adresse

- Une nouvelle boîte s'ouvre alors à l'écran. Sélectionnez d'abord le pays (1).

Pays

☒ Canada ☐ États-Unis ☐ Autre pays **1**

Recherche

* Code postal **2**

N° d'immeuble / Case postale

3 **Rechercher**

Adresse

* Code postal

* N° d'immeuble / Case postale **4**

* Rue / Installation de livraison

Bureau / App. / Unité

* Municipalité

* Province

5 **OK** **Annuler**

Nouvelle recherche

- Si l'adresse est au Canada, entrez le code postal (2) et cliquez sur **Rechercher** (3). Complétez les informations fournies, puis confirmez l'adresse.
- Si l'adresse est à l'extérieur du Canada, remplissez la section **Adresse** (4).
- Cliquez ensuite sur **OK** (5) pour revenir au formulaire.

- À la section **Références téléphoniques**, inscrivez le numéro de téléphone de l'établissement (6). Pour le format à respecter selon le pays, cliquez sur le petit *i*.

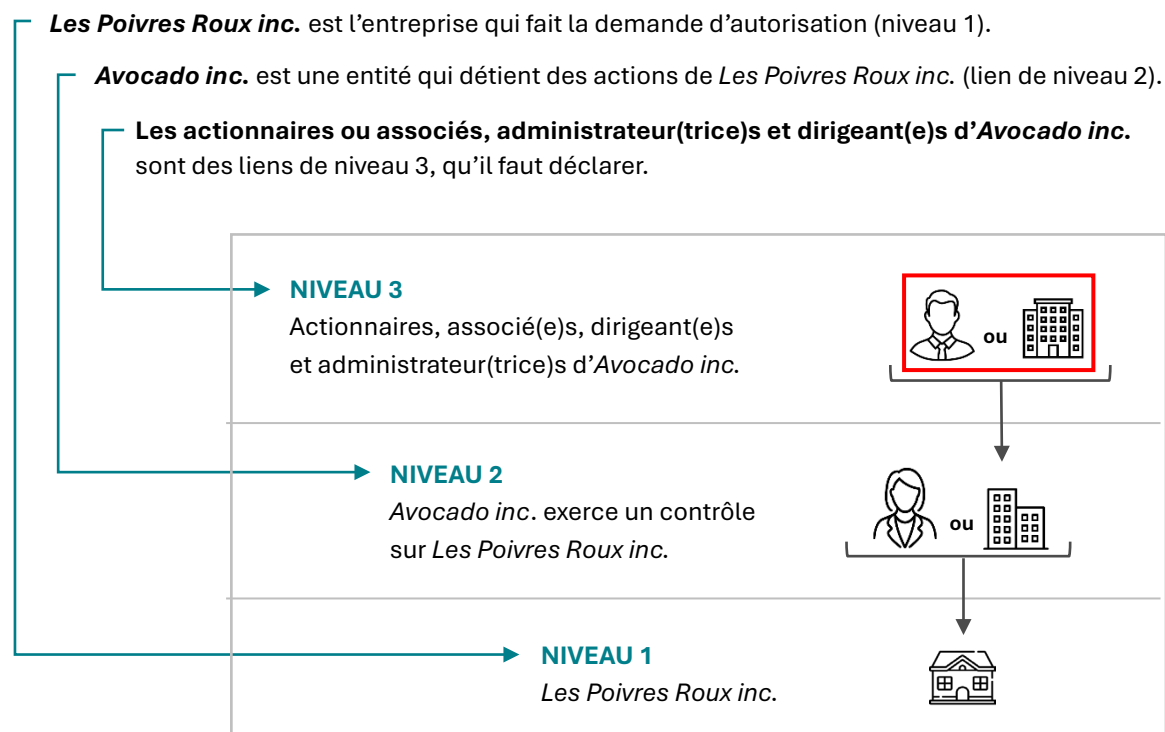
The screenshot shows a web form titled "Références téléphoniques". It contains the following elements:

- A red box labeled "6" highlights the "Téléphone principal" field, which contains the number "181 929-0844 x 6". To the right of the field is a small blue circle with a white "i" icon.
- A "Télécopieur" field is located below the "Téléphone principal" field.
- A section titled "* Statut de l'établissement" contains three radio button options: "Principal établissement", "Autre établissement", and "Ancienne adresse". A red box labeled "7" highlights these options.
- A red box labeled "8" highlights the "Enregistrer et retour" button at the bottom left of the form.
- Other buttons at the bottom include "Enregistrer et nouveau" and "Annuler".

- Cochez le statut de l'établissement (7), puis cliquez sur **Enregistrer et retour** (8).
- S'il y a plusieurs établissements à déclarer, répétez la séquence ci-dessus.

DÉCLARER LES LIENS D'AFFAIRES DE NIVEAU 3

Dans les captures d'écran qui suivent :



- À la page d'accueil des liens à divulguer, cliquez sur **Ajouter** vis-à-vis du nom de l'entité de niveau 2 pour déclarer ses propres actionnaires, administrateurs, administratrices, dirigeants ou dirigeantes (liens de niveau 3).

Liens à divulguer ?

Ajouter un Actionnaire (entité) ayant le contrôle de la demanderesse Ajouter

▼ >

Type ×

Type	Nom	Lié à	Statut
▼ Type: Actionnaire (entité) ayant le contrôle de la demanderesse			
Actionnaire (entité) ayant le contrôle de la demanderesse	AVOCADO INC.	LES POIVRES ROUX INC.	À ajouter

Ajouter...

- Choisissez ensuite le type de contrôle exercé sur l'entité de niveau 2 (sur *Avocado inc.*, dans cet exemple).

- Poursuivez ensuite de la même façon que pour les liens précédents. Répétez la divulgation pour chaque entité concernée par un lien de niveau 3.
- Lorsque tous les liens d'affaires sont divulgués, cliquez sur le bouton **Valider**, au bas de l'écran.
- S'il y a des erreurs ou des informations manquantes, elles s'afficheront en rouge dans le haut de la page. Apportez toutes les corrections nécessaires, puis cliquez à nouveau sur **Valider**.

- Lorsque tout est conforme, un message de confirmation s'affiche à l'écran.

- Cliquez sur le bouton **Prochaine étape**, au bas de l'écran.
- Vous revenez alors à la page Information d'identification (1). Cliquez sur **Suivant** (2) pour poursuivre.

5.2 Sommaire des liens d'affaires

Cette page affiche le sommaire des liens d'affaires que vous êtes sur le point de transmettre à l'AMP.

Sommaire			
Type	Ajouté(s)	Modifié(s)	Supprimé(s)
Actionnaire (entité) ayant le contrôle de la demanderesse	1	0	0
Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle de l'entité	1	0	0
Actionnaire (personne physique) ayant le contrôle de la demanderesse	1	0	0
Administrateur de l'entité	1	0	0
Administrateur de la demanderesse	2	0	0
Dirigeant ayant le contrôle de l'entité	1	0	0
Dirigeant ayant le contrôle de la demanderesse	1	0	0
Établissement	1	0	0
Institution financière	1	0	0
Répondant	1	0	0

Afficher les items 1 - 10 de 10

Totaux
Ajouté(s) : 11
Modifié(s) : 0
Supprimé(s) : 0

Réinitialiser

1 Précédent 2 Suivant

- S'il y a quelque chose à vérifier ou à modifier, cliquez sur **Précédent** (1).
- Si tout est conforme, cliquez sur **Suivant** (2).

5.3 Transmission

Assurez-vous d'avoir divulgué toute l'information requise. Une fois vos liens d'affaires transmis, vous ne pourrez plus annuler ou modifier votre demande.

Déclaration aux renseignements fournis	
☒	Je déclare que les renseignements contenus dans la présente demande sont véridiques.
1	
Avertissement	
Veuillez vérifier attentivement votre demande. Lorsqu'elle sera soumise, il vous sera impossible de l'annuler ou de la modifier.	
2	
Réinitialiser	Précédent Imprimer votre demande Transmettre

- Cochez la case **Je déclare que les renseignements contenus dans la présente demande sont véridiques** (1).
- Puis cliquez sur **Transmettre** (2) pour envoyer votre demande à l'AMP.

5.4 Confirmation

Confirmation de transmission ?

Nous confirmons avoir reçu votre demande. **1**

Un accusé de réception sera déposé dans la section « Communications sécurisées ». Si vous devez nous transmettre des pièces justificatives en format papier, un bon de numérisation à joindre avec chacun de ces documents se trouve à la fin de l'accusé de réception.

Veillez utiliser le numéro ci-dessous pour toute communication avec nous en lien avec cette demande.

N° client: 3000005208 **2**

N° de demande: 1800000066

Retour au menu

Imprimer

- Cette page confirme que votre demande a été envoyée à l'AMP (1).
- Vous y trouverez votre numéro de client et le numéro de votre demande (2). Conservez-les, ils seront utiles si vous devez contacter l'AMP.
- Vous recevrez aussi un accusé de réception dans la section **Communications sécurisées** des Services en ligne.

Accueil	Dossier client ▼	Contrats publics ▼	Autres demandes ▼
	Accéder en tant que client		
Bienvenue l'Auto	Communications sécurisées		
	Coordonnées entreprise ▶		

UNE FOIS VOS LIENS D'AFFAIRES TRANSMIS

- La section **Gestion de liens d'affaires** de vos Services en ligne **ne sera accessible qu'en mode lecture**. Vous pourrez donc consulter les informations qui ont été divulguées, mais ne serez plus en mesure d'ajouter, de supprimer ou de modifier des informations.
- Pendant l'analyse de votre demande, **si nous constatons que certaines informations sont inexactes, incomplètes ou manquantes**, nous contacterons la personne répondante pour qu'elle apporte les corrections nécessaires.

6. Payer les droits liés aux vérifications d'intégrité

Une fois que vous avez transmis les liens d'affaires de l'entreprise, l'AMP doit vérifier l'intégrité de chaque personne ou entité déclarée :

- Répondant(e)
- Dirigeant(e)
- Administrateur(trice)
- Actionnaire
- Associé(e)
- Personne physique exploitant une entreprise
- Fiduciaire
- Bénéficiaire ultime

Les droits liés aux vérifications d'intégrité sont payables une seule fois par individu ou par entité déclarée, même si son nom apparaît dans plusieurs liens d'affaires.

Les droits à payer vous seront transmis par l'entremise d'une facture déposée dans la boîte **Communications sécurisées** des Services en ligne de l'entreprise.

Les tarifs sont indexés chaque année : www.amp.quebec/fr/droits-frais-et-tarifs-exigibles

IMPORTANT

- Les frais ne sont pas remboursables.
- Aucune autorisation de contracter ne peut être délivrée tant que les frais ne sont pas acquittés.

7. Suivre votre demande

Une fois que vous avez déposé votre demande, vous pouvez suivre son avancement en tout temps.

Pour accéder à votre demande

- Ouvrez une session dans les Services en ligne et sélectionnez **Dossier client/Suivi des demandes**.



Pour consulter le tableau

Date ▼	N° de demande ▼	Type de demande ▼	Statut ▼	Date statut ▼	Formulaire soumis	Ajout de document
2024-09-04 1	2400144026 2	Demande d'autorisation de contracter/ sous-contracter avec un organisme public 3	En analyse à l'AMP 4	2024-09-04 5	 6	 7

- Les trois premières colonnes (1, 2, 3) indiquent la date, le numéro et le type de chaque demande soumise à l'AMP.
- La colonne *Statut* (4) peut afficher quatre types de statuts :
 - **En analyse à l'AMP** : le traitement de la demande n'est pas encore terminé (la durée de l'analyse dépend du type de demande et des particularités du dossier).
 - **En attente du client** : la demande ne peut être traitée parce qu'il manque une information, un document ou un paiement. Consultez la section **Dossier client/Communications sécurisées** (accessible à partir de la page d'accueil des Services en ligne) pour des précisions sur les éléments manquants.
 - **En vérification** : l'AMP et ses partenaires n'ont pas encore terminé les vérifications d'intégrité.
 - **Demande traitée** : la demande a été traitée et l'AMP a rendu sa décision (vous la trouverez dans la section **Communications sécurisées**).
- La colonne *Date statut* (5) indique depuis quand le statut actuel est en cours.
- La colonne *Formulaire soumis* (6) permet de voir ce qui a déjà été envoyé à l'AMP.
- La dernière colonne (7) permet d'ajouter des documents à une demande déjà soumise (parce que vous avez oublié de les inclure ou que l'AMP a demandé des documents additionnels, par exemple).

Pour ajouter un document à une demande déjà soumise

- Appuyez sur l'icône + (dernière colonne).

Date ▼	N° de demande ▼	Type de demande ▼	Statut ▼	Date statut ▼	Formulaire soumis	Ajout de document
2024-09-04	2400144026	Demande d'autorisation de contracter/ sous-contracter avec un organisme public	En analyse à l'AMP	2024-09-04		

- Une nouvelle fenêtre s'ouvrira à l'écran. Dans la liste déroulante, sélectionnez le type de document à joindre (les options varient selon le type d'entreprise et de demande, et peuvent donc différer de l'image ci-dessous).

Ajouter un document

Veuillez sélectionner le type de document puis cliquer sur le bouton **Parcourir** pour rechercher le fichier à ajouter.

Type de document

États financiers du dernier exercice

Localisation

Attestation de Revenu Québec
Autre document - Mesures de gouvernance ou de contrôle
Autre document no 01
Autre document no 02
Autre document no 03
Déclaration (demanderesse)
Document équivalent
États financiers du dernier exercice
Organigramme indiquant la structure de l'entreprise
Plumitif criminel et pénal de l'entreprise
Registre des actionnaires

OK

- Cliquez ensuite sur **Choisir un fichier** (1), sélectionnez le document à joindre, puis cliquez sur **OK** (2) pour le transmettre à l'AMP.

Ajouter un document

Veuillez sélectionner le type de document puis cliquer sur le bouton **Parcourir** pour rechercher le fichier à ajouter.

Type de document

États financiers du dernier exercice ▼

Localisation

Choisir un fichier

Aucun fichier n'a été sélectionné

Annuler

OK

- La confirmation que votre document a bien été ajouté apparaît en haut de la page.

Suivi des demandes

Le document a été ajouté à la demande.

**Entreprises
n'ayant pas accès
aux Services en ligne
de l'AMP**

1. Faire les mises à jour préalables

Avant de commencer, assurez-vous que le dossier de votre entreprise est à jour (si applicable) :

- ▶ Au [Registre des entreprises du Québec](#)¹⁴.
- ▶ Auprès de Revenu Québec, en allant chercher l'[Attestation de Revenu Québec](#)¹⁵ de l'entreprise, nécessaire pour demander une autorisation de contracter. L'Attestation doit avoir été délivrée dans les 30 jours précédant le dépôt de votre demande.
- ▶ À la [Régie du bâtiment du Québec](#)¹⁶.
- ▶ Sur le site Web de l'entreprise. Assurez-vous que les informations qu'il contient sont à jour, en particulier les coordonnées et les personnes liées à l'entreprise (conseil d'administration, dirigeants, actionnaires, associés, etc.).

¹⁴ www.quebec.ca/entreprises-et-travailleurs-autonomes/acceder-dossiers-entreprise/mon-bureau-registraire-entreprises/acceder

¹⁵ www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/mesures-particulieres/attestation-de-revenu-quebec/

¹⁶ www.rbq.gouv.qc.ca/services-en-ligne/licence/mettre-a-jour-mon-dossier-de-licence/

2. Préparer les documents requis

Avant de faire votre demande, assurez-vous d'avoir en main les documents qui suivent :

► Attestation fiscale

Une Attestation de Revenu Québec délivrée dans les 30 jours précédant la date de dépôt de votre demande d'autorisation, ou un document équivalent provenant du pays ou de la province d'origine de l'entreprise démontrant qu'elle n'est pas en défaut d'avoir produit les déclarations (taxes, impôts, etc.) requises en vertu des lois fiscales et qu'elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit des autorités en place.

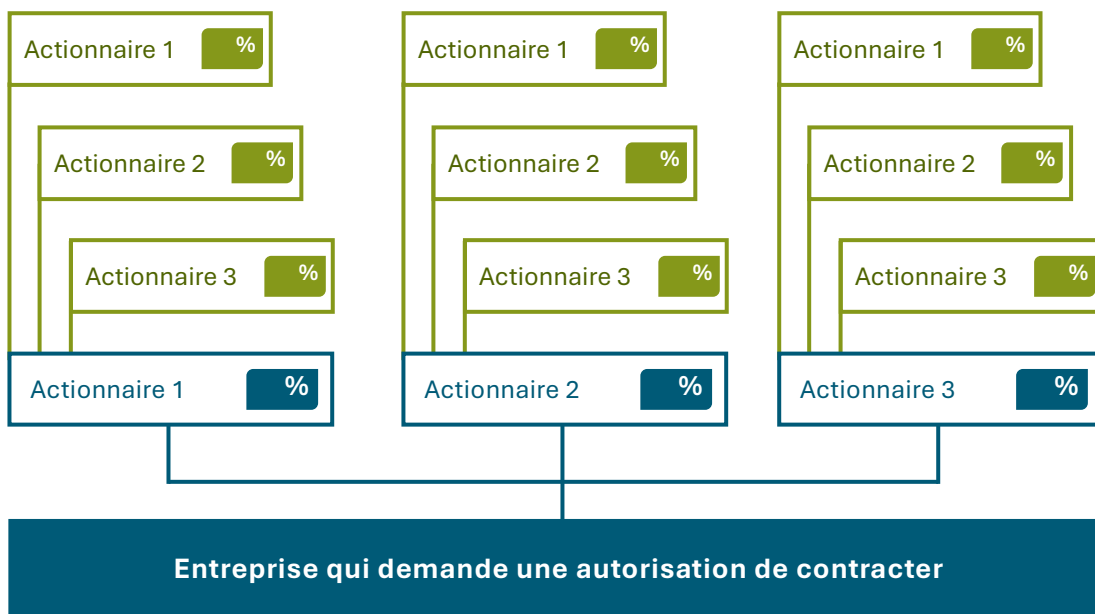
► Mesures de gouvernance

S'il en existe au sein de l'entreprise, les mesures de gouvernance et de contrôle : code d'éthique, code de conduite, comité de gouvernance, comité d'audit, programme de formation au sujet de la gouvernance et de l'éthique, politiques internes traitant de remboursement des dépenses, de conflit d'intérêts, de processus d'acquisition, de délégation des pouvoirs, etc.

► Organigramme

Un organigramme indiquant la structure de l'entreprise et comprenant, s'il y a lieu, le nom de ses filiales, le nom de sa société mère et le nom des filiales de cette société. L'organigramme doit aussi indiquer les liens entre ces entreprises ou individus, et le pourcentage d'actions avec droit de vote qu'elles détiennent.

Exemple d'organigramme

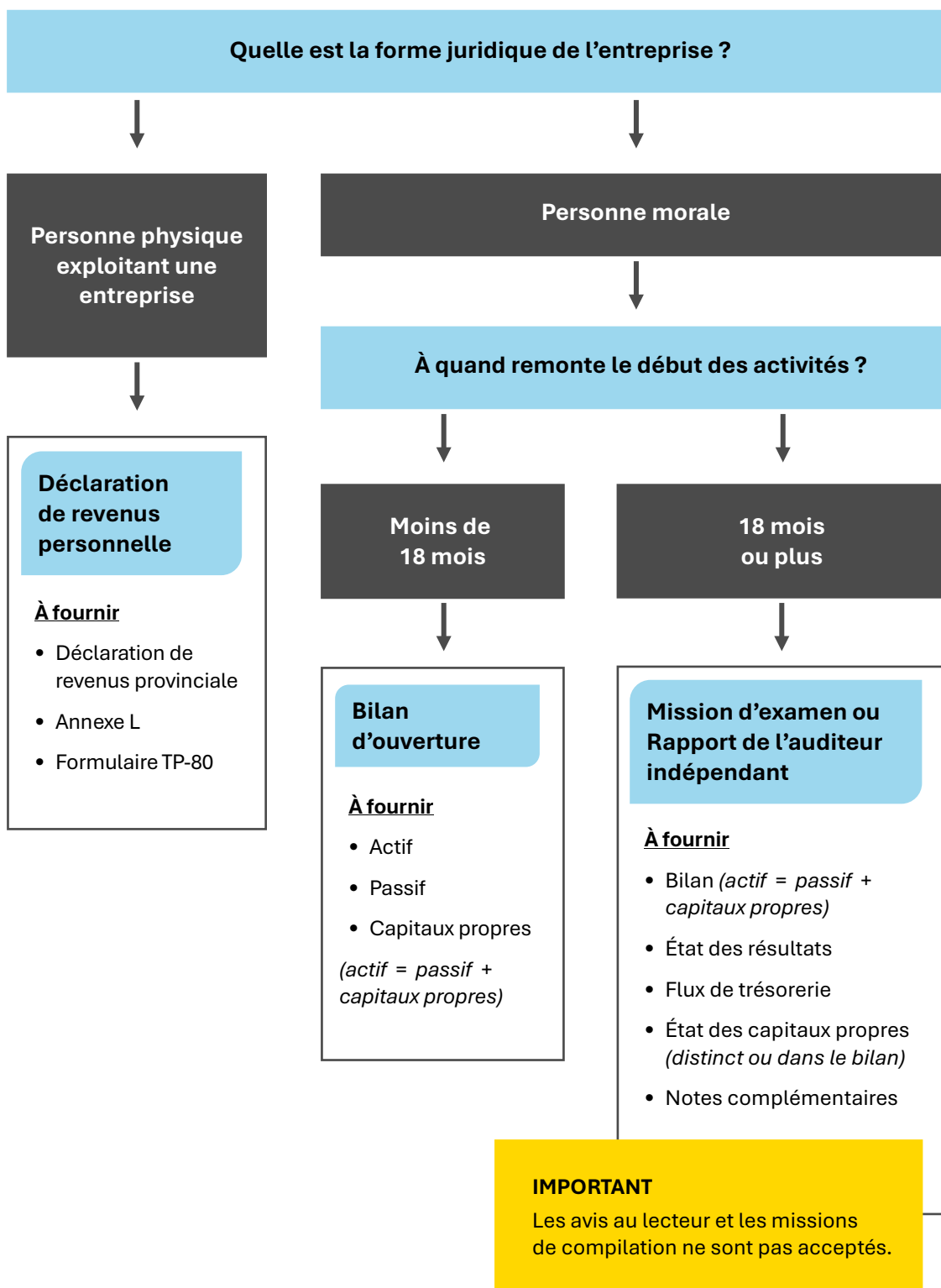


IMPORTANT

Les pourcentages doivent totaliser 100 %.

► **États financiers du dernier exercice financier**

Le schéma ci-dessous indique ce que vous devez fournir :



Si l'entreprise est une société par actions (inc.) :

► Registre des actionnaires et Registre des valeurs mobilières

Si l'entreprise est une société par actions (inc.), vous devez fournir deux volets du registre des procès-verbaux de l'entreprise (« livre des minutes ») : le *Registre des actionnaires* et le *Registre des valeurs mobilières*. Combinez-les en un seul fichier.

Si le siège social de l'entreprise n'est pas situé au Québec :

► Plumentif criminel ou pénal

ou

► Déclaration de bonne conduite

Une lettre signée par la personne répondante ou par un dirigeant ou une dirigeante de l'entreprise et mentionnant ceci :

*Nous confirmons que l'entreprise XYZ **n'a pas**, au cours des cinq dernières années :*

- *Été poursuivie ou déclarée coupable de toute infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires (au Canada ou à l'étranger).*
- *Été actionnaire ou associée d'une autre entreprise, ou n'a pas eu, directement ou indirectement, le contrôle juridique ou de facto d'une autre entreprise ayant été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe 1 de la Loi sur les contrats des organismes publics.*

3. Remplir et transmettre le formulaire de demande

- ▶ Allez sur le site Web de l'AMP et téléchargez le formulaire [Demande d'autorisation de contracter](#)¹⁷.
- ▶ Remplissez et signez le formulaire.
- ▶ Retournez-le par courriel, avec les pièces jointes requises, à l'adresse suivante : autorisation@amp.quebec.

IMPORTANT

- ▶ Les frais ne sont pas remboursables et aucune autorisation de contracter ne peut être délivrée tant que les frais ne sont pas acquittés.
- ▶ Les frais sont indexés chaque année (www.amp.quebec/droits-frais-et-tarifs-exigibles).
- ▶ Les noms que vous divulguez doivent être écrits de la même façon partout.
- ▶ Il ne doit pas y avoir de caractères spéciaux dans le nom de vos fichiers.
- ▶ La taille de chaque fichier ne doit pas dépasser 35 Mo.
- ▶ Les formats de fichiers acceptés sont .pdf, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .jpeg et .jpg.
- ▶ **Si vous avez des questions, contactez-nous au 1 888 335-5550.**

¹⁷ www.amp.quebec/formulaire-demande-autorisation



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
PUBLICS

TRANSPARENCE
ÉQUITÉ
SAINE CONCURRENCE

www.amp.quebec

1 888 335-5550